

Rapprochement du Burkina Faso avec Wagner : Washington met les putschistes en garde !

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 06 OCTOBRE 2022

1195

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le Capitaine Traoré et le pouvoir au Burkina

S'assumer comme Assimi ou partir comme Damiba



**Insécurité à Ménaka et environs : Plus
de 73 000 déplacés enregistrés**



**Jour; mondiale des enseignants : Les syndicats
réclament un meilleur traitement et la sécurité**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

05 Oct.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

364

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

20

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

528 733 Vaccinations incomplètes

1 900 459 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 689

Guéris

31 717

Décès

742

dont 152 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.16



P.25



/ Une /



Le Capitaine Traoré et le pouvoir au Burkina : S'assumer comme Assimi ou partir comme Damiba

P.5

/ Brèves /



Rwanda : Trois journalistes, détenus depuis quatre ans, acquittés

P.11

Multiplication des attaques de l'EIGS au nord du Mali : Le général El Haji gamou demande de l'aide pour les « populations meurtries »

P.11

Apprendre à lire le saint coran : Une opportunité offerte par l'AFSI aux musulmans

P.12

Ouganda : Le président présente ses excuses au Kenya pour les diatribes de son fils

P.12

Insécurité à Ménaka et environs : Plus de 73 000 déplacés enregistrés

P.13

Yémen : Le gouvernement n'a entrepris "aucune escalade" (Ministre)

P.13

/ Actualité /



Journée mondiale des enseignants : Les syndicats réclament un meilleur traitement et la sécurité

P.15

Aide au développement : Le Mali reçoit 101 milliards de FCFA des USA

P.16

1re Edition du Concours "Hivernage Tours" : La Commune II remporte le 1er prix

P.17

Lenteur de la Justice : Les explications du Procureur Touré dans une ITW accordée à nos confrères de l'Essor

P.19

Sira de l'USAID Mali : Un précieux soutien à la vulgarisation des langues nationales par l'écriture et la lecture

P.22

/ Politique /



IFES : Pour l'amélioration de l'accessibilité des bureaux de votes aux personnes handicapées

P.25

Lettre à grand-père : La "Militarocratie" en marche !

P.26

/ Culture & société /



Inondations à Kalabankoro : Les mauvaises habitudes en cause

P.27

/ International /



Rapprochement du Burkina Faso avec Wagner : Washington met les putschistes en garde !

P.28

Éthiopie : Gouvernement et rebelles du Tigré acceptent une invitation de l'UA à discuter

P.29

/ Sport /



FC Barcelone : Inquiétude pour Lewandowski, Dembélé l'a entraîné dans sa chute !

P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Le Capitaine Traoré et le pouvoir au Burkina **S'assumer comme Assimi ou partir comme Damiba**

Comme celle de son prédécesseur, la prise du pouvoir par le capitaine Ibrahim Traoré a été saluée par le peuple burkinabè dans sa majorité. Toutefois, malgré ce soutien populaire, le capitaine Traoré n'a pas carte blanche. Autant le dire, ses marges de manœuvre sont extrêmement limitées. Pour lui, deux options voire deux modèles sont sur la table notamment en matière géostratégique. Soit, diversifier les partenaires dans la lutte contre le terrorisme comme Assimi Goïta du Mali ; soit, maintenir le statu quo et finir chassé comme le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba en l'espace de quelques mois.

A pplaudi comme un héros à sa prise de pouvoir en janvier 2022, après avoir renversé le président de la République Roch Marc Christian Kaboré, le Lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba a été chassé du pouvoir comme un mal propre. Qu'est ce qui donc suscité cette chute prématurée ? Les causes sont connues des observateurs avertis de la scène politique. En effet, les burkinabè, ayant constaté la montée en puissance de l'armée malienne, avaient

souhaité la même chose pour leurs pays, avec à sa tête un officier supérieur de l'armée. Les populations burkinabè, dans leur majorité, souhaitent une rupture avec la France et un partenariat avec la Russie. Or, leur espoir s'est écroulé en 9 mois de gouvernance de Damiba. C'était du Roch sans Roch. Ce qui a le plus touché et déçu la population, c'est l'incapacité de l'officier supérieur à freiner la montée en puissance des groupes terroristes avec des lots de morts, civils et militaires. Cette ca-

rence aura suscité son départ prématuré et le soutien des populations à ses tombeurs.

S'assumer ou partir trop tôt

En raison de la ligne souverainiste choisie par ses autorités de la transition, le Mali est victime de diabolisation partout à travers le monde. Il est victime du « terrorisme diplomatique ». Cependant, malgré les difficultés au niveau international, de la CEDEAO et de la



France particulièrement, les autorités maliennes bénéficient du soutien populaire. Ce soutien, par ailleurs, dépasse même les frontières maliennes. Aujourd'hui, Assimi Goïta est présenté comme une fierté dans beaucoup de pays africains. Certains le voient comme une figure du panafricanisme. Un courage dont a manqué le lieutenant-colonel Damiba. Le capitaine Traoré à, lui aussi, bénéficié d'un soutien populaire pour avoir renversé Damiba. Mais, ces soutiens ont déjà leurs doléances : la rupture avec la France, la diversification des partenaires, surtout avec la Russie. Promesses populistes ou ferme volonté ? On ne saurait le dire, mais le nouvel homme fort du Faso a annoncé sa volonté d'aller vers la diversification

des partenaires. Aussi, a-t-il clairement indiqué que le Burkina Faso va revoir les termes de son partenariat avec la France. Une promesse qui a été applaudie par des populations. Interrogé sur un éventuel partenariat avec la Russie, le capitaine Ibrahim Traoré a été on ne peut plus clair : **«La Russie est un État comme les autres. Nous sommes déjà en partenariat comme vous pouvez le constater. Même dans notre armée, nous utilisons beaucoup de matériels russes. Donc, c'est déjà un partenaire pour le Burkina Faso»**.

Le Partenariat avec la France sera revu, en tout cas selon le nouvel homme fort du Burkina Faso. **«S'il y a une ambassade ici, c'est**

qu'on est déjà partenaire, maintenant peut-être qu'on va parler des termes du partenariat. Il y a des choses à améliorer», a-t-il indiqué sur les antennes de RFI. Aujourd'hui, deux choix s'imposent au capitaine Traoré : s'assumer comme le président de la Transition au Mali, Assimi Goïta et avoir des difficultés avec la communauté internationale, notamment la CEDEAO et la France ; ou être **« le bon élève »** des putschistes de l'espace CEDEAO, et être chassé du pouvoir comme Damiba en l'espace de quelques mois.

Anguimé Ansama

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

MIGRATION IRREGULIERE :
 48 MALIENS PERISSENT EN MER

■ Casimir Sangala



Les noms de mes enfants : Alfinta, Bolota, Dianta, Djinta, Famanta, Kampo, Kanta, Karabenta, Konipo, Konta, Lelinta, Loulenta, Minta, Seta, Sinenta, Sogoré, Sourountoutita, Tereta, Tienta, Tioulenta, Tomota, Toumuta, etc..

■ Mali Actu



Cette saison, Cristiano Ronaldo est loin de son réel niveau. Il n'a marqué qu'un but en 8 matchs avec Manchester United. Les fans désignent déjà celui qui fait que le Portugais n'est pas en totale confiance pour enchaîner des buts, comme il sait bien le faire. Sans hésiter, ils indexent Erik ten Hag, l'entraîneur des Red Devils.



Buteur lors du dernier rassemblement de l'équipe de France et performant avec le Milan AC, Olivier Giroud veut absolument faire partie du voyage pour le Qatar pour le prochain Mondial. Dans les colonnes du quotidien L'Equipe ce mardi, l'international tricolore a donné son avis par rapport à sa possible convocation pour cette compétition.



■ Moussa Baba Coulibaly



La vidéo du jour qui a choqué le monde entier où on voit un homme, le père, paraît-il, fouetter un enfant de deux ans, de manière à vous glacer le sang
Ça s'est passé ailleurs. Mais cela n'enlève en rien à la gravité des

faits et les commentaires disent que l'intéressé a été placé sous mandat de dépôt en attente de son jugement dont on espère qu'il sera dissuasif.

Ce cas ignoble de maltraitance d'enfants comme tant d'autres nous oblige à reconnaître l'urgence d'exiger un certificat d'équilibre mental, appelez-le comme vous voulez, pour les couples qui veulent se marier.

Une personne, à l'apparence normale, peut se révéler un criminel en puissance comme on le constate dans des cas d'assassinats d'épouses ou d'enfants.

Ce certificat doit être exigé par les parents avant de donner leur accord à un mariage. C'est une question de survie. Pensons-y

■ Kati 24

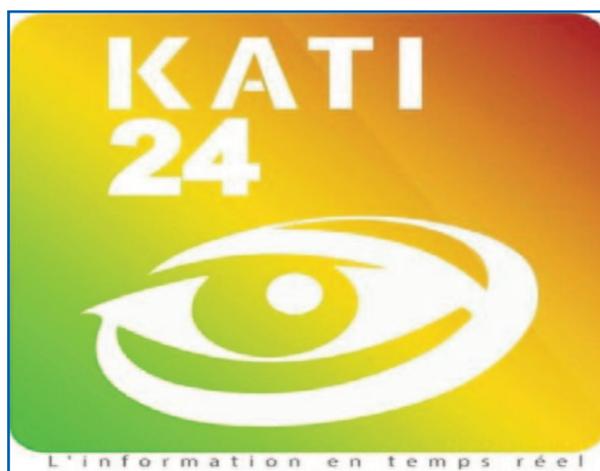


#Burkina ALERTE – Une dizaine de terroristes tués par un fétiche dans la Gnagna. (Sidwaya)
Selon le récit des témoins, rapporté par le journal Sidwaya, plusieurs terroristes ont perdu la vie, après avoir vandalisé un fétiche dans « un hameau de culture » à Bilanga dans la province de la Gnagna.

« Tout serait parti d'une incursion de ces individus dans ledit hameau de culture pour y faire des prêches » a en croire les sources citées par le quotidien d'état.

Après les prêches, ces hommes armés non identifiés, toujours selon les mêmes sources, ont saccagé et incendié le fétiche du village. Certains auteurs de ce « sacrilège » sont morts sur le champ et ceux qui ont réussi à prendre la fuite ont été retrouvés, plus tard, sans vie racontent les témoins.

Adam's Kaled Ouédraogo
Radio oméga



■ Semega Diane



L'artiste Ina Baba Coulibaly n'a jamais eu aucune distinction au Mali et pourtant elle a

chanté tout pour le Mali et pour les maliens. Alerte pour les autorités.



■ Idrissa Toure



« La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu jeudi le verdict selon lequel insulter le prophète de l'islam Mohammed (PSL) sera un délit punissable et ne sera pas compté au titre de la «liberté d'expression».

Un panel de sept juges a déclaré que diffamer ou rabaisser le Prophète va au-delà des limites permises d'un débat objectif et pourrait causer des préjugés dans la société et risquerait la paix religieuse.»

■ Club des amis de Abdoulaye Wade

La Russie reste une grande puissance incontournable, donc le dialogue se poursuit - Premier ministre français



■ Abdoulaye Bah



Le Mali doit mettre sur la balance, l'expulsion de la Minusma en contrepartie de l'examen ur-

gent de sa plainte contre la France au Conseil de sécurité.

■ Lumiere TV



[AN BIKO CARAVANE SCOLAIRE]

Ce mardi 04 octobre a marqué le lancement officiel de la caravane scolaire du mouvement An Biko. Le lancement a eu lieu à l'école Franco-Arabe de Banankabougou. Rénovée par An Biko, nous avons assisté à la cérémonie d'inauguration de l'école Franco-Arabe de Banankabougou en présence des autorités locales, la mairie et la chefferie traditionnelle.

En plus de six classes rénovées, An Biko a procédé à un don de fournitures scolaires à tous élèves des différentes classes.

Pour l'avenir de nos enfants aucun sacrifice n'est de trop.

Nous souhaitons bonne rentrée scolaire à tous les élèves !



■ ONU Femmes Mali



Le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille en partenariat avec ONU Femmes et l'Académie Folke Bernadotte FBA accompagne les organisations de la société civile (OSC) sur le genre, la planification stratégique, la résolution 1325 (#Femmes, Paix et Sécurité), la communication et le leadership.

La première phase du programme de renforcement de capacités de ces OSC membres de la communauté de pratique sur l'agenda Femmes, Paix et Sécurité porte sur la connaissance des réalités sur le genre au #Mali, l'état de mise en œuvre de la Politique Nationale #Genre, entre autres.

Les participants auront des échanges avec trois ministères lors de visites, ainsi que le Conseil National de Transition sur les thèmes abordés.



■ Seydou Oumar Traoré



#BurkinaFaso : Première rencontre entre le Capitaine Ibrahim Traoré et le médiateur de la cédéao, Mahamadou Issoufou, ancien Président du niger.

On dirait il a commencé à copier Assimi Goïta hein. Le masque est un bon exemple déjà.

■ Renouveau FM/TV



#Revendications des #enseignants : Le Premier ministre par intérim entend trouver des #solutions

« Toutes les dispositions sont prises afin que la conférence sociale soit un cadre pour résoudre les revendications des enseignants ». C'est du moins ce qu'on peut retenir des propos du Premier ministre par intérim, à l'occasion de la cérémonie officielle de lancement de la rentrée scolaire 2022-2023, tenue au Groupe scolaire Mamadou Konaté de Bamako-Coura, en Commune III de Bamako. En tout cas, conformément au calendrier du ministère de l'Éducation nationale, les élèves ont repris le chemin de l'école ce lundi 03 octobre 2022. S'agissant de sa réussite, le Premier ministre par intérim, colonel Abdoulaye Maïga, entend trouver des solutions aux revendications des enseignants pour sauver l'année scolaire.

Image d'illustration

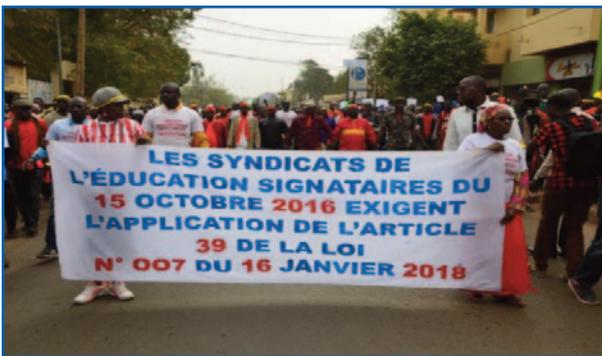
Source : L'Indicateur du Renouveau



■ Georges Malbrunot



Guerre secrète: "une cinquantaine d'hommes du Service Action de la DGSE sont déployés en Ukraine depuis le début de l'invasion russe", confie une source du renseignement. Parmi leurs missions: exploiter auprès des Ukrainiens le renseignement satellitaire fourni par la France.



Fahad Ag Almahmoud



Les maliens sont incompréhensibles, le pays est occupé par un ennemi connu et qui ne se cache point. Malgré tout les maliens continuent à chercher d'ennemis comme si ceux qu'on a déjà ne suffisent pas.

UNICEF Africa



Following the attack on a village in #Bankass in Mopti, UNICEF and other humanitarian partners are providing medical care and psychosocial support to vulnerable children, among whom some are unaccompanied minors. #ChildrenUnderattack #AChildIsAChild



Wassim Nasr



Avis à ceux qui se moquent et ricanent sur les cadavres. Ce n'est pas acceptable. Peu importe le parti ou la bannière. Si vous ne voulez pas respecter les morts. Respectez la mort. Il n'y a que ceux qui ne l'ont pas vu de près qui se permettent ce genre d'indignité.

Gouvernement du Mali



Gao | 05 octobre 2022 | #ŒuvresSociales
Mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion Journée de consultation gratuite et de remise de médicaments à Gao

Dans le cadre du lancement de l'édition 2022 du mois de la solidarité et de la lutte contre l'exclusion, une délégation des œuvres sociales du Président de la Transition, SE le Colonel Assimi GOÏTA, a participé à une journée de consultation gratuite des personnes âgées de la région de Gao et aussi de remise gratuite de médicaments, au Centre de santé de référence de Gao (CSREF).

Au cours de cette journée, les médicaments sont fournis aux patients

sur financement du Président de la Transition, dans le cadre de ses œuvres sociales. La Conseillère spéciale du Chef de l'Etat a ouvert cette Journée à travers la consultation du premier patient, Sidy Hamane TOURÉ, âgé de 73 ans et qui souffre de douleurs entraînant souvent chez lui la perte de mémoire. Après la consultation et la réception de ses médicaments, M. TOURÉ a remercié le Président GOÏTA pour son engagement pour le bien-être des personnes âgées et la sécurité de tous les Maliens.

Il a ensuite formulé des prières pour la réussite de la Transition. Cette Journée a été organisée en collaboration avec l'Association des étudiants ressortissants de Gao pour l'entraide (AERGE). Après le Centre de santé de référence de Gao, la délégation conduite par Colonel Assa Badiallo TOURÉ s'est rendue à l'hôpital Hangadoumbo Moulaye Touré de Gao où elle a rendu visite aux blessés, dont certains par balle, avant de remettre des vivres à ces malades, au nom du Chef de l'État.

La Conseillère spéciale du Président de la Transition a félicité tout le personnel sanitaire de la région de Gao pour leur engagement malgré toutes les contraintes.

Elle a profité de l'occasion pour exhorter chaque Malien à donner à ce mois tout son sens. "La solidarité ne doit pas être un vain mot. Elle doit être une action de tous les jours et de tous les Maliens", a-t-elle indiqué. Elle a aussi appelé les Maliens à plus de cohésion sociale.



Plan d'Actions de la Refondation de l'Etat (PARE 2022-2026)

Sous le leadership de la Ministre Sidibé Dédéou Ousmane, le Secrétaire Général du Ministère de l'Education Nationale a présidé ce mercredi 05 Octobre 2022, une réunion sur la décision portant création du Comité Technique de Coordination du Plan d'Actions du département de l'éducation pour la Refondation de l'Etat. La rencontre qui a enregistré la présence des membres du Cabinet élargi a eu lieu dans la salle de réunion du Cabinet. Une commission a été mise en place pour étoffer en quarante-huit heures, le Plan d'Actions Prioritaires.

CELLULE DE COM-MEN

Rwanda : Trois journalistes, détenus depuis quatre ans, acquittés



Trois journalistes rwandais détenus depuis quatre ans et poursuivis notamment pour avoir diffusé de fausses informations, ont été acquittés mercredi dans une procédure que les associations de défense des droits de l'homme ont qualifié de "simulacre".

Les trois journalistes -- Damascene Mutuyimana, Shadrack Niyonsenga et Jean Baptiste Nshimiyima -- avaient été arrêtés en octobre 2018 lors d'une campagne de répression contre les YouTubers critiques du gouvernement du président Paul Kagame.

Le trio, qui travaillait pour Iwacu TV - une chaîne Youtube - était poursuivi notamment pour avoir, selon l'accusation, incité à l'insurrection et avoir diffusé de fausses informations.

Mais un tribunal de la capitale Kigali les a acquittés mercredi, affirmant que les procureurs n'avaient "pas apporté suffisamment de preuves à charge". En conséquence, les trois journalistes "doivent être relâchés", selon le verdict des trois juges.

Jean-Paul Ibambe, avocat des journalistes, qui n'étaient pas présents au tribunal au moment du verdict, a déclaré à l'AFP accueillir "avec bonheur" cet acquittement.

"Le soulagement de l'acquittement des trois journalistes est éclipsé par l'échec du tribunal à arrêter plus tôt ce simulacre de procès", a réagi Lewis Mudge, directeur de Human Rights Watch pour l'Afrique centrale.

Même si les journalistes ont été acquittés, la détention "enverra un message effrayant à ceux qui osent exercer leur droit à la liberté d'expression au Rwanda", a poursuivi M. Mudge.

Le Rwanda, dirigé d'une main de fer par Paul Kagame depuis la fin du génocide de 1994, qui a fait 800.000 morts du côté des Tutsis et des Hutus modérés selon l'ONU, est régulièrement accusé par des ONG de réprimer la liberté d'expression, les critiques et l'opposition politique. Dieudonné Niyonsenga, dont la chaîne YouTube Ishema TV avait accumulé plus de 15 millions de vues, avait été condamné en novembre 2021 à sept ans de prison après avoir été reconnu coupable de quatre chefs d'accusation, notamment de faux, d'usurpation d'identité. Il était connu pour critiquer le gouvernement.

Une autre figure populaire sur Youtube et survivante du génocide, Yvonne Idamange, avait été condamnée à 15 ans de prison en septembre 2021 pour avoir "incité à la violence".

Multiplication des attaques de l'EIGS au nord du Mali : Le général El Haji gamou demande de l'aide pour les « populations meurtries »



L'EIGS continue les offensives dans les régions de Gao et Ménaka. Et ce sont les civils qui paient le prix fort lors de ces attaques terroristes. Le samedi 1er octobre dernier, le Conseil Supérieur des Imghads et alliés (CSIA) a, dans un communiqué, invité les autorités, les bonnes volontés et l'ensemble de la communauté internationale à venir en aide à ses populations meurtries pour d'abord aider à les mettre en sécurité, et ensuite assurer la satisfaction de leurs besoins.

Selon le document signé par Alhaji Gamou, général de l'armée malienne et leader de la communauté Imghad, aujourd'hui, les massacres massifs et les spoliations systématiques des troupeaux et de tous les biens des populations par les hordes criminelles de DAESH ont créé et continuent de créer une situation de précarité généralisée des populations des régions de Gao, de Kidal et de Ménaka. « De nombreuses familles ont quitté leurs zones et villages pour se réfugier dans et aux alentours des villes d'Ansongo, de Gao et de Ménaka. »

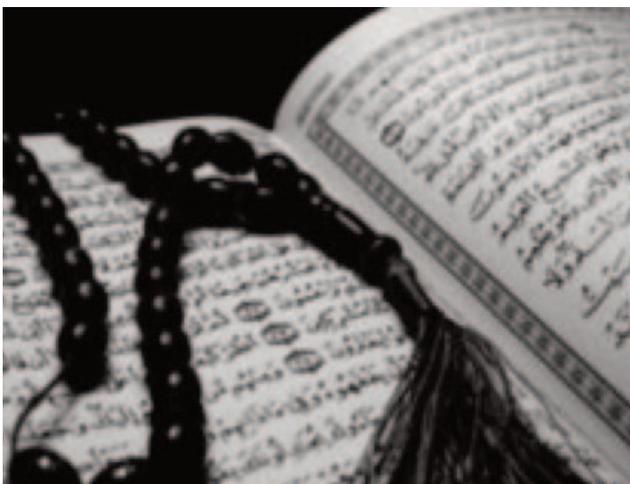
Le mardi 13 septembre, dans un enregistrement audio, le Général El Hadj Gamou a appelé les membres de sa communauté de la région de Djebok à quitter les villes reculées et à se diriger vers les grandes villes pour des raisons sécuritaires. « C'est un message que je lance à tous. J'en appelle aux uns et aux autres pour qu'ils se rapprochent des grandes villes. La situation est telle que personne ne contrôle plus rien. Ceux qui disaient tenir ont été défaits. Il n'y a plus sur qui compter. J'en appelle aux gens de Djebok pour qu'ils se rapprochent des villes: Les ennemis arrivent sur les campements, il n'y a rien pour les arrêter ! Les gens ne peuvent plus rester dans les campagnes », avait alerté le haut gradé de l'armée malienne.

M.K.D / Source : Le Républicain

Le pays de la région des Grands lacs occupe le 136e rang sur 180 pays dans le classement du Reporter sans frontières sur la liberté de la presse.

AFP

Apprendre à lire le saint coran : Une opportunité offerte par l'AFSI aux musulmans



Samedi dernier (1er octobre 2022), l'Association pour la formation en sciences islamiques (AFSI) a organisé une séance de remise d'attestations à des hommes et femmes qui se sont illustrés dans l'apprentissage et la lecture du saint Coran à différentes échelles.

De manière générale, il n'y a rien de plus bénéfique pour le cœur que la lecture du Coran avec méditation et réflexion. Elle permet en effet d'obtenir l'amour d'Allah, le désir ardent de Le rencontrer, la crainte, l'espoir, le repentir, la confiance en Lui, le fait de se satisfaire de Lui, de s'en remettre à Lui, le remerciement, la patience et les autres points sur lesquels est basée la vie des cœurs...», a rappelé l'Imam Ibn Qayim (Miftah Dar As Sa'ada, page 204).

Et de poursuivre, «elle permet en même temps de se protéger de toutes les mauvaises caractéristiques et les mauvais actes qui entraînent la perversion du cœur et sa mort. Ainsi, si les gens savaient ce qu'il se trouve comme bien dans la lecture du Coran avec méditation, ils se seraient consacrés à elle au détriment des autres actes...» ! C'est donc une obligation pour tout musulman d'apprendre à lire régulièrement le saint livre afin de suivre le bon chemin ici bas et gagner le paradis. Cette lecture répond néanmoins à des règles et à des finalités qui lui sont propres.

De nos jours, grâce à l'Association pour la formation en sciences islamiques (AFSI), l'apprentissage du saint Coran est à la portée de tous les fidèles du pays. Et ils sont nombreux ceux et celles qui profitent de l'aubaine. En témoigne la cérémonie de remise des attestations organisée samedi dernier (1er octobre 2022) au Centre de Sogoninko. Conscients de leur chance, les récipiendaires (de différents niveaux de 1 à 17) ont remercié les encadreurs pour leur assiduité et l'AFSI pour la belle opportunité qui leur a été offerte pour une parfaite connaissance de leur religion et de sa pratique comme il est recommandé à tout musulman.

L'AFSI se veut une icône dans l'apprentissage du saint Coran et les résultats l'attestent éloquemment.

M.B / Source : Le Matin

Ouganda : Le président présente ses excuses au Kenya pour les diatribes de son fils



Le président ougandais Yoweri Museveni a présenté mercredi dans un communiqué ses excuses pour les diatribes de son fils sur Twitter, qui avait notamment menacé d'envahir le Kenya.

Les propos peu amènes en début de semaine du général Muhoozi Kainerugaba, fils aîné âgé de 48 ans du chef de l'Etat, ont offensé le voisin kényan.

Le fils du président avait notamment suggéré qu'il lui faudrait, à lui et son armée, deux semaines pour s'emparer de la capitale kényane Nairobi.

Il avait également réprimandé, toujours sur le réseau social, l'ancien chef de l'Etat Uhuru Kenyatta pour ne pas s'être représenté à la dernière présidentielle d'août, malgré la Constitution qui interdit de faire plus de deux mandats.

Dans un communiqué publié mercredi, le président ougandais a critiqué son fils pour "s'être ingéré dans les affaires" du Kenya, et s'être publiquement exprimé sur des questions politiques, ce qui est normalement interdit à tout responsable militaire.

"Je demande à nos frères et sœurs kenyans de nous pardonner", a également écrit Yoweri Museveni, qui préside d'une main de fer l'Ouganda depuis 1986. Le chef de l'Etat, âgé de 78 ans, a laissé ouvert la porte à une nouvelle candidature à la présidentielle de 2026.

Le président ougandais a transmis ses excuses à son homologue kényan William Ruto, qui a prêté serment le mois dernier.

Le tollé suscité sur les réseaux sociaux avait poussé le ministère ougandais des Affaires étrangères à publier une déclaration disant son "engagement envers le bon voisinage (et) la coexistence pacifique" avec le Kenya.

Le ministère ougandais de la Défense avait annoncé mardi que Muhoozi Kainerugaba était remplacé par un autre militaire à la tête des forces terrestres du pays, mais en étant élevé au rang de général.

Le chef de l'Etat ougandais a toutefois pris soin de louer les "contributions positives que le général a faites et peut encore faire".

Les précédents propos sur Twitter de Muhoozi Kainerugaba en faveur des rebelles de la région du Tigré en Ethiopie, en conflit depuis deux ans avec les autorités fédérales, avaient également courroucé les autorités d'Addis Abeba.

AFP

Insécurité à Ménaka et environs : Plus de 73 000 déplacés enregistrés

Selon certains médias de la place, le nombre de déplacés internes « continue » d'augmenter au nord du pays. Ces déplacés affluent chaque jour par dizaines vers les localités de Ménaka et d'Ansongo. Ces personnes déplacées sont confrontées non seulement à l'insécurité mais surtout au manque de vivres et d'abris. Les combats entre groupes terroristes et groupes armés du nord en sont à l'origine.

Plus de 73.000 déplacés internes sont enregistrés dans la ville de Ménaka, à la date du 4 octobre, selon des chiffres du mécanisme de réponse rapide. Ces déplacés sont répartis entre 12.254 ménages et vivent dans la détresse et la précarité. Ces personnes ont fui les combats entre l'État islamique et les groupes armés signataires de l'accord pour la paix.

A Ansongo, dans la région de Gao, 5.544 déplacés sont recensés par les autorités locales. Ces déplacés vivent eux aussi dans les mêmes conditions précaires. Ils disent être tous confrontés au manque de vivres, de soins de santé et d'habitat. Des sources locales précisent qu'une centaine de ménages ont fui pour la ville de Gao et d'autres ont migré pour des localités plus sûres. Selon des acteurs de la société civile du cercle, ces déplacés sont venus des villages de la commune de Boura, notamment le village de Kounsoum. « Le cercle de Menaka est totalement vide », témoignent-ils.

A ce jour, la ville de Menaka est bondée des déplacés. C'est, du moins,



ce qu'affirme un responsable de la société civile de la région. Il souligne que l'assistance aux personnes vulnérables est également précaire. En effet, selon Sidy Barka, président de la société civile de la région de Ménaka, « les premiers venus de Tamaliek, sont dans un site de l'ancien camp de gare de Ménaka et tout le reste est éparpillé dans la ville de Ménaka surtout dans la zone sud de Ménaka ». Il affirme que «... Des gens ont quitté même d'autre cercles, le cercle d'Anderboukhane, le cercle de Ménaka est totalement vide ».

Il s'est, également, dit très préoccupé par les conditions de prise en charge. Celle-ci est très difficile et le nombre de déplacés ne fait qu'augmenter de jour en jour. « Les gens sont dans les conditions très précaires. Ils n'ont pas d'abris, pas de manger, ils sont séparés... c'est une situation très alarmante », a déploré Sidy Barka.

Binadjan Doumbia

Yémen : Le gouvernement n'a entrepris "aucune escalade" (Ministre)

Le gouvernement yéménite a assuré mercredi qu'il n'avait entrepris "aucune mesure d'escalade" malgré la fin de la trêve en vigueur depuis six mois au Yémen, ce qui fait craindre une résurgence des hostilités dans ce pays dévasté par plus de sept ans de guerre.

"Nous n'avons entrepris aucune mesure d'escalade, même si les Houthis ont déclaré zone militaire la région de la Mer rouge et ont lancé des avertissements aux navires", a déclaré à Rabat le ministre yéménite des Affaires étrangères Ahmed Awad Ben Moubarak.

Le Yémen est ravagé depuis 2014 par un conflit qui oppose les rebelles Houthis, proches de l'Iran, aux forces gouvernementales, appuyées par une coalition militaire menée par l'Arabie saoudite.

Une trêve fragile entre belligérants, en vigueur depuis avril dernier, a expiré dimanche sans être renouvelée, faisant craindre une reprise des attaques armées.

La proposition de l'émissaire de l'ONU pour le Yémen Hans Grundberg visant à prolonger la trêve pour une période de six mois supplémentaires a été rejetée par les Houthis qui ont menacé les pays pétroliers du Golfe membres d'une coalition militaire progouvernementale.

"Nous tenons à renouveler la trêve et à préserver ses acquis", a assuré M. Ben Moubarak lors d'une conférence de presse en marge d'une visite officielle au Maroc.



Le chef de la diplomatie yéménite a toutefois accusé les rebelles de profiter de la prolongation de la guerre, une "source d'enrichissement pour leurs leaders" qui ont "amassé plus de 200 millions de dollars durant les derniers six mois de la trêve" selon lui.

Il a également fustigé "la mise en œuvre du programme expansionniste de l'Iran dans la région".

Selon l'ONU, la guerre au Yémen a fait des centaines de milliers de morts et des millions de déplacés, les deux tiers de la population ayant besoin d'aide humanitaire.

AFP



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>

Journée mondiale des enseignants : Les syndicats réclament un meilleur traitement et la sécurité

Le 05 octobre, le monde célèbre la Journée mondiale des Enseignants, ce depuis 1994. Elle est organisée conjointement par l'UNESCO, l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail et l'Internationale de l'éducation. Au Mali, la journée est célébrée par les enseignants qui ont, dans une déclaration exigé de meilleures conditions de traitement mais surtout de sécurité.



Les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 du Mali (SYPESCO, SYNEB, SYNEFCT, SYNESEC, SYLDEF, FENAREC, COSES) ont marqué la journée par une déclaration. Placée sous le thème, « La transformation de l'éducation commence avec les enseignants », l'édition 2022, selon ces syndicats, cadre bien avec les réalités au Mali. **« Elle est l'occasion de célébrer la façon dont les enseignants transforment l'éducation, mais aussi de réfléchir au soutien dont ils ont besoin pour déployer pleinement leur talent et leur vocation. Elle permet de reconsidérer la perspective d'avenir de la profession au niveau mondial. Le thème de cette année est plus qu'évocateur de la réalité malienne »**, souligne la déclaration des syndicats de l'éducation.

Toujours selon ces syndicats, **« la transformation de l'éducation passe impérativement par l'enseignant, mais avec des enseignants mis dans les meilleures**

conditions de travail , mieux payés , mieux protégés , mieux sécurisés dans leurs lieux de service , bref des enseignants mis en confiance ».

Les syndicats, dans cette déclaration, ont déploré le fait qu'en 2021, le gouvernement du Mali, au lieu de remplir ces conditions qui au-

raient permis d'améliorer la qualité de notre enseignement, a préféré retirer aux enseignants leurs acquis syndicaux, fruits de plusieurs années de lutte.

« Cet acte hautement dommageable, source de perturbation depuis cette date est contraire aux textes internationaux, à l'esprit qui a prévalu lors de l'obtention du statut du personnel enseignant et symbolise le mépris pour l'enseignant et sa fonction », dénoncent les enseignants.

Concernant cette fête dédiée aux soldats de la craie, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 rappellent qu'en 2019, le Président de la République, Feu Ibrahim Boubacar KEITA a célébrée officiellement cette journée au Palais de Koulouba, rendant ainsi un hommage aux enseignants du Mali tout en reconnaissant le retard accusé dans la reconnaissance de la journée au Mali.

Malheureusement, selon les enseignants, **« depuis, la journée est retombée dans les oubliettes »**. Aussi, les syndicats ont-ils invité les autorités à valoriser la journée, manifestant ainsi un intérêt à l'enseignant et la fonction enseignante.

En tout état de cause, les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016 saisissent cette occasion pour souhaiter une bonne fête à toutes les enseignantes et à tous les enseignants, et lancent un appel pressant aux autorités afin de mettre les enseignants dans leur droit.

Ils ont, également, invité les enseignants du Mali à la solidarité et à la cohésion en vue d'une lutte farouche pour la préservation de leurs acquis syndicaux.

■ Binadjan Dombia



Aide au développement : Le Mali reçoit 101 milliards de FCFA des USA

Le Mali et les États-Unis ont procédé à la signature d'un accord d'aide au développement de 101 milliards de FCFA soit 148,5 millions de dollars, a annoncé mardi 4 septembre, l'ambassade des États-Unis au Mali dans un communiqué.

Ce communiqué précise que, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop et la Directrice de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au Mali, Miriam Lutz, ont signé le 19 septembre 2022 un amendement à l'accord d'aide au développement entre les États-Unis et le Mali, représentant un nouveau financement de 101 milliards de FCFA soit 148,5 millions de dollars.

La signature de cet accord d'aide au développement représente l'engagement indéfectible des États-Unis en faveur d'un Mali plus pacifique et plus prospère qui dirige son propre développement. Selon le Chargé d'Affaires, p.i. de l'Ambassade des États-Unis, Brian Neubert, « Depuis 1961, nous travaillons aux côtés

du peuple malien pour bâtir un avenir meilleur. Ce nouveau financement reflète la force continue de nos liens ». Au cours des vingt dernières années, les États-Unis ont accordé près de 3,5 milliards de dollars (soit 2,4 trillions de FCFA) en aide humanitaire et en aide au développement au taux de change actuel au peuple malien à travers l'USAID.

« Ce financement va couvrir de nouvelles activités et celles en cours dans les domaines de la santé, de la gouvernance, de l'agriculture et de l'éducation de base », explique le communiqué.

Aussi souligne le document, à ce montant s'ajoute plus de 250 millions de dollars (soit 170 milliards de FCFA) que les États-Unis ont accordé au Mali à travers l'USAID au cours de l'année écoulée y compris 90 millions de dol-

lars (soit 61 milliards de FCFA) en aide humanitaire vitale pour les Maliens qui en ont le plus besoin. « L'amendement comprend 17 millions de dollars (soit 11,5 milliards de FCFA) en aide d'urgence annoncé précédemment dans le secteur de l'agriculture et la nutrition destinée aux communautés du Mali pour faire face à la flambée des prix sur les aliments ; une flambée causée par la guerre de la Russie contre l'Ukraine », indique le communiqué.

En effet, il précise que ce nouveau financement permettra directement à plus de 300.000 familles d'agriculteurs de bénéficier d'engrais et de semences améliorées afin de renforcer la capacité du pays à pouvoir nourrir sa population sans avoir à dépendre d'importations onéreuses. « Une partie de cette aide est déjà perceptible sur le terrain avec la distribution par l'USAID de 1,2 million de sacs de 500 g de farine enrichie à plus de cinq mille femmes enceintes et allaitantes et 30.000 jeunes enfants. Cet appui permettra de lutter contre la malnutrition aiguë en période de soudure dans certaines des localités les plus touchées au centre du Mali » révèle-t-il.

■ Maffenin Diarra



USAID

FROM THE AMERICAN PEOPLE

1^{re} Edition du Concours "Hivernage Tours" : La Commune II remporte le 1^{er} prix

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné, a procédé à la clôture de la première Edition des travaux du concours de nettoyage et d'assainissement dans le district de Bamako « HIVERNAGE TOURS ». La cérémonie de clôture a enregistré la présence du gouverneur du District de Bamako, le Représentant du Maire du District de Bamako, des Représentants des Partenaires Techniques et Financiers du secteur Eau et Assainissement, des Directeurs des services centraux de l'Etat et de la Présidente du Mouvement AN BIKO.



Il faut rappeler que le Concours « Hivernage Tours », est initié par le Mouvement AN BIKO et vise à appuyer les collectivités face aux défis de la gestion des déchets solides et liquides, et à sensibiliser les populations vers un changement de comportement. L'élément de satisfaction est que sa mise en œuvre a permis de : mobiliser les populations autour d'une action citoyenne, de mettre en compétition les comités de base dans le domaine de l'assainissement, de rendre propre les différents quartiers des communes du District et d'inculquer la culture citoyenne aux militants et sympathisants du Mouvement AN BIKO.

A l'issue de ce concours entre les 6 Communes du district de Bamako, la Commune II s'est adjugé la première place suivie de la Commune I. Elles ont respectivement reçu 1 000 000 F

et 500 000 F. Cette cérémonie a été mise à profit par les responsables du mouvement AN Bi Ko pour lancer un projet de formation de 150 jeunes au recyclage de déchets plastiques.

Plusieurs artères de la Capitale ont été visées. Les actions les plus significatives sont, entre autres : le curage du Pont de Bankoni Djanguénebougou, en Commune I, avec environ 300 voyages de bennes, le curage du pont de Zinguénékorobou, en Commune I, avec 162 voyages de bennes, l'évacuation du dépôt de Médina coura, en Commune II, pour près de 5.000 M3 avec environ 400 voyages de bennes, le curage du collector de Sikoroni, en Commune I, avec environ 260 voyages de bennes, l'évacuation du dépôt d'ordure de Sikoroni, en Commune I, avec 190 chargements de bennes, l'évacuation, le curage et la réparation du col-

lector de Missabougou, en Commune VI, l'évacuation du dépôt d'ordures de Sirakoro Méguintana, en Commune VI, avec 180 voyages de bennes et 32 heures d'utilisation de machines, le curage d'un caniveau à Yirimadjo zerni, en Commune VI, pour 91 bennes et 32 heures d'utilisation de machines, le curage de caniveaux à Niamakoro ATT Bougou, en Commune VI, à travers 84 voyages de bennes pour 24 heures d'utilisation de machines et le ramassage de dépôt d'ordures à Niamakoro, près de l'ancien marché, pour 98 voyages de bennes et l'utilisation de 32 heures de machines. Binta Niane, secrétaire générale du mouvement An Bi Ko, a annoncé que le nouveau projet s'articule autour de la formation de 150 jeunes en tri d'ordures, surtout des plastiques pour leur transformation en gobelet, seau, tuyau.



Satisfait de l'initiative, le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné, dira que Bamako, a eu un accroissement démographique exceptionnel passant de moins d'un million d'habitants en 1992, à plus de quatre millions en 2021. La ville se développe avec son corollaire de production des déchets. L'insuffisance d'un système adéquat de gestion de ces déchets affecte péniblement les populations locales et le développement de la cité. Malgré l'existence des GIE et des voiries dans les différentes mairies et à la mairie centrale, l'insalubrité est très préoccupante voire désespérante dans toutes les Communes. Il est donc indispensable de chercher des solutions

appropriées en matière d'assainissement, pour protéger notre santé.

Le ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Modibo Koné est convaincu qu'une telle compétition citoyenne entre Communes, ne peut que favoriser la culture de changement de comportement au sein de la population. « **En plus, les équipements de travail (matériels d'assainissement) donnés, ont renforcé la capacité d'opération dans l'atteinte des résultats escomptés par le Projet. Il a été mis à la disposition de chaque commune du district 40 brouettes, 40 râtaux, 60 gants, 100 ballais, 100 cache-nez, des kits de nettoyage accompagnés de sa-**

vons et 100 gilets de sécurité. Pour rappel, les commissions de nettoyage identifiaient, avec les habitants, les immondices dans les quartiers, et coordonnaient l'usage des bennes et machines de chantiers dédiées au curage des caniveaux et des collecteurs. La commission de veille et de contrôle s'assurait de la bonne conduite des activités afin de primer les 3 meilleures Commissions pour la qualité de leur travail et la gestion du matériel, entre autres critères », a-t-il souligné, avant de déclarer close la 1re Edition du Concours "Hivernage Tours".

■ Ibrahim Sanogo

www.malikile.com

Lenteur de la Justice : Les explications du Procureur Touré dans une ITW accordée à nos confrères de l'Essor

Dans cette interview, le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de la Commune IV du District de Bamako aborde la problématique de la lenteur de la justice. Il explique les causes de cette situation préjudiciable à la bonne distribution de la justice

L'Essor : Qu'est-ce que la lenteur judiciaire ? Et comment se manifeste-t-elle ?

Idrissa Hamidou Touré : La lenteur judiciaire, c'est le manque de célérité dans le traitement des affaires. C'est un dysfonctionnement préjudiciable à la bonne perception que doit avoir le justiciable de la décision de justice.

L'Essor : Quelles sont les causes de la lenteur de la justice ?

Idrissa Hamidou Touré : On parle de l'incompétence lorsqu'un agent de la chaîne judiciaire est négligeant dans le traitement d'un dossier ou lorsqu'il produit un dossier avec des nullités ou omet de solliciter l'avis d'un expert en cas de besoin.

Cela met en péril l'issue de la procédure et l'efficacité de la décision à rendre. L'efficacité d'une décision de justice est largement tributaire des qualités professionnelles de l'agent qui l'a rendue.

La compétence professionnelle des praticiens de justice tient au respect d'un ensemble d'éléments : d'abord, le respect de l'éthique et de la déontologie. Aussi, des attitudes inappropriées du genre : afficher des signes d'ennui ; de nonchalance, d'impatience voire d'irritabilité, peuvent entamer la qualité des procédures voire la confiance des parties en l'appareil judiciaire.

Par exemple, une victime ou même un témoin qui manque de confiance pourrait être en mesure de faire une description détaillée de ce qui s'est passé, dans un environnement émo-



tionnellement favorable, mais pourrait être embarrassé ou se renfermer s'il a l'impression d'être exposé à la vue du public ou attaqué. Ensuite, le respect des règles de procédure telle que le principe du délai raisonnable. Il s'agit là d'une vertu qui n'est pas que personnelle mais qui engage collectivement la justice. La garantie du délai raisonnable commence à courir dès la naissance de la procédure, donc à partir des enquêtes préliminaires, par exemple, jusqu'à l'exécution de la décision par l'huissier de justice.

La diligence n'est pas la rapidité ou la précipitation, lesquelles peuvent être source d'erreurs mais bien la nécessaire conscience chez l'agent de justice que sa décision est attendue

et que sa négligence ou son laxisme dans le traitement des affaires peut avoir des répercussions négatives pour les parties et pour l'ordre public.

Enfin, il y a le manque de moyens (humains et matériels). Nous sommes 532 magistrats sur lesquels beaucoup ne sont plus dans la distribution de la justice pour plus de 20 millions d'habitants.

L'Essor : Quelles sont les formes de la lenteur de la justice ?

Idrissa Hamidou Touré : Elle revêt plusieurs formes, qui vont des enquêtes policières enlisées, des erreurs de procédures, des dos-



siers jamais réglés à temps aussi bien par les parquets que par les cabinets d'instruction. Mais également des dessaisissements de procédures motivés par des questions de personne, des renvois successifs et autres sine die, des cédules de citation irrégulièrement formalisées, ou qui ne le sont jamais parce que les honoraires des huissiers ne sont pas payés par l'État de sorte qu'eux aussi s'abstiennent de dépenser encore.

S'y ajoutent des rabats de délibérés injustifiés et autres délibérés prorogés, la rédaction tardive des factums par les juges, le manque de ponctualité du magistrat pour l'examen des causes soumises à son office. Or, la longueur du temps obscurcit la clarté des décisions de justice.

L'Essor : Que répondez-vous à ceux qui trouvent qu'il y a trop de mandats de dépôt actuellement et que les gens ne sortent pas de prison ?

Idrissa Hamidou Touré : Il faut souligner que le taux de délinquance a explosé et que tout le monde a démissionné, laissant la régulation sociale à la seule justice. On n'a donc

que le choix de réprimer. Comme disait Montesquieu : «on examine la cause de tous les relâchements, on verra qu'elle vient de l'impunité des crimes et non pas de la modération des peines». L'impunité avait trop droit de cité dans ce pays, il fallait la combattre et on est en train de gagner ce combat aussi bien dans le monde physique que dans le monde virtuel. Par exemple aujourd'hui en Commune IV, il n'y a plus ou presque de spéculateurs fonciers. Ces délinquants qui pouvaient en toute impunité, morceler même votre titre foncier et le vendre ou vendre un seul terrain à deux, trois personnes. Ils sont pour la plupart en prison et ceux qui n'ont pas été retrouvés, ont fui le pays. Depuis, les gens sont tranquilles par ici. Dans le monde virtuel, les injures grossières de père et de mère à visage découvert sur le territoire national, c'est du passé.

Il ne reste plus que ceux qui sont à l'extérieur. Contre la plupart, il y a des mandats d'arrêts au niveau d'Interpol. Seulement, il se trouve que tant que la personne ne se présente pas dans un aéroport en vue de voyager ou qu'elle ne fait pas l'objet d'un contrôle de police, elle n'est pas interpellée car les agents ont tellement de choses à faire qu'ils ne vont pas les

chercher.

C'est souvent à la suite d'un banal contrôle de police qu'ils se rendent compte qu'il y a un mandat et alors ils arrêtent la personne. L'avantage est que dès qu'un mandat est envoyé à Interpol, la personne visée est tout de suite inscrite au tableau des antécédents judiciaires (TAJ) de sorte que dès qu'elle est contrôlée par la police quelque part, tout de suite elle est arrêtée.

Donc on n'est nullement pressé concernant ces gens. Tôt ou tard ils seront arrêtés et renvoyés au pays. Aussi, ce que les gens ne disent pas à propos de la surpopulation carcérale, si la Maison centrale d'arrêt de Bamako (MCA) a été construite pour recevoir 400 personnes, c'est parce qu'à cette époque, ce n'était pas le même nombre d'habitants qu'il y a aujourd'hui dans la capitale.

La population a explosé. Or, plus il y a du monde dans une ville, plus le taux de délinquance grimpe. Malgré tout, les magistrats, qui sont largement en nombre insuffisant, font de leur mieux. Par exemple, ici en Commune IV, de janvier 2022 à maintenant, on est à près de 800 mandats pour le parquet sur lesquels près de 700 ont été jugés, plus de 140 ont été

relaxés, 200 ont été transférés de la MCA vers la prison de Kenièroba, les autres (plus de 200) ont purgé leurs peines et sont sortis de prison.

À ce jour, on n'a que 85 qui purgent leurs peines et un peu plus de 100 qui attendent leurs jugements. Pour vous dire que les gens sont jugés, ils sortent mais malheureusement puisqu'il n'y a pas de mesures d'accompagnement ou de réinsertion sociale, beaucoup reviennent en moins de deux mois parfois. Et si vous regardez les statistiques au niveau de la MCA, vous verrez que plus de 70% sont des cas de vol. Il n'y a malheureusement pas d'alternative au mandat pour un voleur chez nous. Pour le reste, il ne faut pas perdre de vue que nous sommes une société qui punit les écarts de conduite. Quand une personne commet une faute, elle n'est pardonnée qu'après avoir été sanctionnée. Ailleurs, ce n'est pas ainsi. Chaque société a ses réalités culturelles. Sinon de façon générale, la justice pénale africaine est plus efficace que la justice pénale occidentale.

Après, ils peuvent dire que l'on marche quelque peu sur les principes mais là aussi c'est une question de vue de l'esprit. Au moins, il ne peut y avoir 20 à 30 plaintes contre une seule personne sans réaction judiciaire. Cela est impossible au Mali. Ce qui est bien pourtant le cas dans certains systèmes judiciaires dits respectueux des droits et libertés individuels. La justice est largement tributaire des réalités socio-culturelles.

L'Essor : Comment combattre la lenteur de la justice ?

Idrissa Hamidou Touré : Le désordre de la justice, disait Montaigne, vient de ce que toutes choses sont vénales, du nombre des officiers qu'on y met mais surtout du mauvais ordre qu'on a de les choisir. Le juge a entre ses mains la liberté, l'honneur de ses concitoyens. Cela fonde les exigences légitimes que l'on peut avoir à son égard, lesquelles interpellent dès lors le comment recruter les hommes. Un recrutement judicieux prévient et traite déjà en amont les éventuels manquements aux devoirs du magistrat. Ensuite pour mieux assurer les gens sur leurs responsabilités, il faut bien les former. Chateaubriand écrivait que la médiocrité est assez souvent secondée par des circonstances qui donnent à ses desseins un

air de profondeur.

Au regard, souvent de la résistance des faits, de la fragilité des preuves et de la forclusion de la vérité, le juste équilibre de la balance, exige du juge des capacités intellectuelles élevées pour paraître juste et équitable tant aux yeux du gagnant que du perdant d'un procès. Le magistrat doit convaincre de l'égalité et de son équité, non par la force du principe d'autorité mais par les arguments de la raison juridique accompagnés de la solidité de ses qualités professionnelles.

La Fontaine n'a-t-il pas dit que « d'un magistrat ignorant, c'est la robe qu'on salue ». Pour que la robe abrite un magistrat respecté des justiciables et libre dans ses jugements, il faut qu'il ait une bonne connaissance des matières qu'il traite.

Aussi il faut bien les évaluer. Ce sont en effet des insuffisances professionnelles involontaires du genre : incapacité à décider, à utiliser ses connaissances juridiques, à s'organiser dans son activité, à faire face à une masse importante de travail qui soulèvent en réalité des difficultés. On n'est pas revêtu du statut de magistrat pour plaire aux hommes mais bien pour les servir, parfois contre leur gré, contre leur volonté.

Enfin il faut adapter les missions des structures de contrôle aux exigences de l'air du temps. Ce qui implique surtout de déterminer les critères de compétence, d'expérience et de moralité dans la sélection et la nomination des agents qui y servent.

Parce qu'aujourd'hui, l'autre véritable souci,

c'est la question de qui est légitime à porter la critique à qui d'un point de vue de bonnes pratiques professionnelles. Une dernière chose, c'est de promouvoir le mérite, d'encourager et féliciter les bonnes actions et sanctionner les fautes. C'est à ce prix que l'on construira le Mali Kura.

L'Essor : Jugez-vous satisfaisant le bilan du Tribunal de la Commune IV dans le domaine de la lutte contre l'impunité ?

Idrissa Hamidou Touré : Je pense sans démagogie que dans ce domaine, la plupart des résultats obtenus, sont imputables au TGI de la Commune IV. Et là je parle de tous les agents, depuis l'enquête préliminaire jusqu'à l'exécution des décisions, chacun a joué son rôle.

C'est ce qu'il nous a été demandé et je ne crois pas que les autorités judiciaires soient insatisfaites de cela à en juger par les propos du Garde des Sceaux. En tant que juridiction de droit commun, on est engagé que dans la lutte contre l'impunité. La lutte contre la délinquance économique et financière, celle contre le terrorisme relèvent d'autres entités judiciaires qui œuvrent à obtenir aussi des résultats.

Par Aboubacar TRAORE

Source : L'Essor



Sira de l'USAID Mali : Un précieux soutien à la vulgarisation des langues nationales par l'écriture et la lecture

Si la diversité des langues nationales est considérée comme une richesse du Mali, il est regrettable que le pays a toujours du mal à promouvoir l'enseignement dans celles-ci. Et du coup, il prive les enfants d'atouts indéniables pour leur éducation, leur formation et leur éveil citoyen. Heureusement que, pendant les six dernières années, l'USAID Mali semble avoir balisé la voie à suivre en la matière grâce au projet SIRA.



Apprendre à lire et à écrire dans une langue maternelle améliore les résultats scolaires et cela tout au long de l'enseignement supérieur ! C'est fort de ce constat que, au cours des six dernières années, l'USAID (US Agency for international development) a travaillé aux côtés du ministère de l'Éducation nationale dans le cadre du projet intitulé «USAID Mali Sira».

L'objectif recherché étant de relancer les efforts du pays dans l'enseignement de la lecture et de l'écriture dans les langues locales. Ils sont ainsi 789 001 élèves du primaire à avoir bénéficié du projet SIRA. En outre, le projet a formé 7 970 enseignants et 4 204 directeurs d'école tout en fournissant du matériel d'enseignement et de lecture à 18 500 classes

dans les écoles primaires.

«Au vu du succès de SIRA, nous espérons voir le ministère de l'Éducation nationale et les autorités locales tirer pleinement profit du travail réalisé. Nous espérons que davantage d'écoles adoptent le programme de Bamanankan et que cette approche qui a déjà fait ses preuves soit étendue à d'autres langues du Mali», a souligné Mme Miriam Lutz, Directrice de l'USAID Mali, lors de la cérémonie de clôture dudit projet le 27 septembre 2022.

Les campagnes de sensibilisation soutenues par l'organisme américain d'aide ont suscité un vif intérêt et de l'engagement dans de nombreuses communautés, notamment dans celle de Mamouroubougou (Kolokani/Koulikoro), en faveur de l'éducation. En effet, grâce aux

séances d'échanges entre les parents et les enseignants, les habitants du village sont désormais plus attentifs aux difficultés de l'école et à la vie scolaire de leurs enfants. En début juin, une forte pluie, accompagnée de vent, s'est abattue sur le village et a emporté la toiture des classes.

Voyant que le problème s'imposait comme une urgence, la communauté avec l'implication du comité de gestion scolaire s'est mobilisée pour réhabiliter l'école. «J'ai reporté mes travaux champêtres pour aider les jeunes à reconstruire l'école du village», explique Tiessama Sissoko, un parent d'élève. «Aujourd'hui, c'est avec impatience que les élèves de ce village attendent la prochaine rentrée scolaire», indique la coordination du projet.

En 2017, SIRA est également intervenu dans le village de N'Tarla (station météorologique) situé dans la commune de M'Pessoba (Koultiala). Selon la coordination, les parents d'élèves de cette communauté ne connaissaient pas le rôle qu'ils avaient à jouer dans l'éducation de leurs enfants et ils avaient «une mauvaise perception du bilinguisme».

Grâce à la formation des parents sur le suivi-appui avec le «mansac sirijala», un livret conçu pour aider un enfant à lire et à écrire à la maison, des parents d'élève comme Souleymane Coulibaly, ont vite compris leur rôle dans l'encadrement de leurs enfants à domicile. «Le mansac sirijala est l'un des rares livres que j'ai expérimenté pour l'apprentissage des enfants... Aujourd'hui, ma fille Assétou a un niveau incroyable en lecture-écriture et lit mieux que ses camarades qui sont en classes supérieures...» J'invite tous les parents à œuvrer dans le suivi quotidien de leurs enfants et plus particulièrement celui des filles qui sont les piliers des nouvelles familles et le socle de notre société de demain», a-t-il témoigné.

Ce projet a aussi suscité des vocations. C'est ainsi que d'agriculteur, Moussa Konaré est devenu un éducateur dévoué à Bourakebougou où il fait de véritables miracles en termes d'enseignement. Grâce donc à SIRA, l'USAID Mali a aidé notre pays à baliser la voie de l'enseignement dans nos langues nationales pour ainsi lui permettre de jouir pleinement de cette «grande richesse» qu'est leur diversité.

Moussa Bolly
Source : Le Matin



Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org



RENTREE

ACADEMIQUE

2022-2023

27 septembre: session de rentrée administrative

4 octobre: Session de rentrée pour les étudiants S3 et S5

3 octobre 2022: Messe d'ouverture de l'année Académique 2022-2023

7 octobre: Test et concours d'entrée Masters Droit, Licence Journalisme et Communication

IFES : Pour l'amélioration de l'accessibilité des bureaux de votes aux personnes handicapées

La Fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES) a organisé, le mercredi 5 octobre 2022, un atelier de renforcement des capacités à l'endroit des personnes vivant avec un handicap. Le thème retenu pour cet atelier de formation s'intitulait : « amélioration de l'accessibilité des centres de recensement des électeurs et des bureaux de votes aux personnes vivant avec un handicap ».



Financé par USAID, cet atelier (de deux jours) permettra d'outiller suffisamment les participants sur plusieurs thématiques en lien avec le processus électoral. Cette formation s'inscrit dans l'objectif de mieux contribuer aux actions de sensibilisation et de plaider en faveur des personnes vivant avec handicap.

Celles-ci, en effet, sont souvent marginalisées dans la société malienne, surtout pendant les élections. Les bureaux de votes présentent souvent des caractéristiques d'accessibilité médiocres et manquent d'aménagements pertinents tels que les rampes, les dispositifs de vote tactiles ou des loupes pour permettre aux électeurs handicapés de voter sans assistance. C'est pourquoi, la fondation internationale pour les systèmes électoraux à travers son programme de transformation électorale au Mali a initié cet atelier.

Cette activité a pour objectif d'approfondir la compréhension des OPH sur les obstacles

possibles à l'accessibilité des centres d'enregistrement et des bureaux de votes aux Personnes handicapées ; mais aussi de développer quelques questions pertinentes que les missions nationales d'observation électorale pourraient intégrer dans leurs questionnaires pour aider au monitoring de l'accessibilité des centres d'enregistrement et des bureaux de votes aux personnes handicapées. Les participants se sont engagés à suivre cette formation avec un intérêt particulier, en vue d'en devenir les relais.

Mathias Hounkpé, responsable de la fondation internationale pour les systèmes électoraux (IFES Mali), a mis le curseur sur l'importance des citoyens dans le processus électoral. « **Aucun citoyen ne doit être privé d'un droit civique à cause de son handicap physique. Garantir la participation des personnes vivant avec handicap, suppose que des conditions soient créées pour leur permettre, au même titre que les au-**

tres citoyens de la république, de jouer leurs rôles en participant au vote. Et ceci suppose que des mesures soient prises pour que lors de l'enregistrement sur la liste électorale et du vote, ils aient accès au même titre que tout le monde à ces centres », a-t-il précisé.

Autant dire que les autorités maliennes sont interpellées pour mettre en œuvre les dispositions nécessaires pour que les personnes handicapées puissent avoir facilement accès aux bureaux de votes, car leur taux de participation aux votes est assez faible.

Il est important de rappeler que la fondation internationale pour les systèmes électoraux opère au Mali depuis 1991. Elle a pour mission de construire des démocraties résilientes qui profitent à tous.

Aminata Dagnon

Lettre à grand-père : La "Militarocratie" en marche !

Cher grand-père ! Après l'échec de la Démocratie en Afrique francophone, place à la "militarocratie". Oui grand-père, Aristote n'a pas connu ce régime politique et ne l'avait sûrement pas prévu dans la marche d'un pays. Ce n'est point la Monarchie, l'Aristocratie ou la Démocratie. Si ces trois mènent respectivement à la tyrannie, l'oligarchie ou l'anarchie en cas d'échec, au Sahel, nous stagnons à la "militarocratie".

Oui ! Grand-père, tu ne connais pas ce régime politique. Non. C'est une création du Sahel. C'est une élection, pardon, une sélection entre les militaires au suffrage des armes. Il s'agit pour les militaires des forces spéciales les plus armées ou les plus influentes, au moindre souffle d'air, de se lever et faire un coup d'État dans un pays. Une fois le coup d'État consommé, on ouvre une transition à 3 organes pour un mandat de 18 à 24 mois renouvelable sous le parrainage de la CEDEAO et la Communauté internationale. Les 3 organes, à savoir, une présidence de transition offerte au chef de la force spéciale, un Conseil national et un gouvernement de transition, partagés entre les différentes corporations de l'armée et les regroupements

d'influence du pays.

Une fois installée, la "militarocratie", venue sans programme, sans planning et sans préparation tanguent dans les sens. Elle tourne autour d'elle-même et de rien. Elle fouille et cherche les poux partout même sur la tête des chauves. Elle ne vit que d'instant à l'instant. Chaque rat qui sort devient la guette nationale. Elle vit de coup de médias et de matraquage, allant dans tous les sens.

N'ayant aucun planning et évitant tout conseil de retour à l'ordre constitutionnel et démocratique, la "militarocratie" s'attaque à tous les partisans de la Démocratie, des Libertés et des Droits. Elle branle le nationalisme et le langage populaire pour se donner une assise et se fait porteur d'espoir des rêves prônés des

soleils des indépendances. Sans programme ni planning. Du jour au lendemain et populairement cru.

Et oui ! La "militarocratie" empêchée par la lumière des deux millénaires et les lampes des 21 siècles et ne pouvant prospérer par les armes, décide de se maintenir par des langages et ambitions populaires. Le même que tiennent les candidats avant les élections. Des châteaux en Espagne et des illusions. Et le peuple jadis meurtri d'injustices et d'inégalités devient preneur et se promet sentinelle et le prêt-à-mourir de la "militarocratie".

Oui grand-père, triste, la locomotive est lancée. Le mécanisme est activé et la "militarocratie" est en marche. Il faut encore du temps pour comprendre. Il ne sert à rien de prêcher le contraire. L'illusionniste montre du pain à l'affamé. Entendre ne suffirait pas jusqu'à ce qu'il voit. C'est la mode. La "militarocratie". Elle n'épargne point les élus et même eux-mêmes. La coupe des militaires et le vin des armes sur une table d'ignorance bien servie. A mardi, cher grand-père, pour ma 40ème lettre. Inch'Allah !

Lettre de Koureichy
Source : Mali Tribune





Inondations à Kalabankoro : Les mauvaises habitudes en cause

À la suite des fortes pluies sur la capitale en cette période de saison pluvieuse, le quartier de Kalabankoro n'a pas échappé à l'inondation qui a causé la dégradation de plusieurs rues. Totalement inondées, ces rues deviennent de moins en moins accessibles, rendant difficile le quotidien des habitants.

A Kalabankoro Adeken, l'eau a littéralement submergé certaines voies du quartier. Plusieurs rues sont inondées, ce qui rend tout déplacement quasi impossible. Même les goudrons ne sont pas épargnés par les eaux. De l'eau qui stagne, des oasis et flaques d'eau, c'est le décor que laisse la pluie dans ce quartier, considéré comme la plus grande Commune de la périphérie de la capitale. Sur l'axe qui mène à Kabala, considéré comme l'un des axes majeurs qui lient la rive gauche à la rive droite, presque une grande partie du goudron est impraticable. Les causes de ces inondations sont d'œuvres

humaines parce que les caniveaux sont devenus les dépotoirs des déchets comme le ténor Lamine Sangaré, 3e adjoint du maire de ladite Commune. « Ces inondations sont dues au fait que les caniveaux sont devenus des déversoirs d'ordures pour la population, du coup l'eau stagne sur les goudrons. La mairie organise souvent des campagnes de sensibilisation par rapport à cet état de fait et prend des sanctions contre ceux qui déversent dans les caniveaux », a-t-il expliqué.

En plein cœur du quartier, Fatouma, vendeuse de friperie, a installé son kiosque et elle est témoin souvent d'accidents dus aux accro-

chages entre piétons et motocyclistes. « La dégradation de ces rues est facteur de multiples accidents et c'est dangereux. Car en évitant les parties dégradées, les motocyclistes déroutent et renversent les piétons, vice-versa », affirme-t-elle.

Dans cet environnement qui laisse peu de place au bien vivre, les habitants interpellent les autorités. « Les jeunes doivent s'organiser pour trouver une solution car on ne peut tout laisser aux autorités. Nous jeunes, nous devons nous regrouper pour déboucher les caniveaux afin de faciliter l'évacuation des eaux après la pluie. Cela pourra réduire les risques d'inondations dans le quartier », affirme Abdramane Keïta.

Ainsi, « Siguida Sanuya », une entreprise dédiée à l'assainissement des rues a été mise en place. Une initiative qui participe considérablement à la lutte contre la dégradation de l'environnement. En attendant une solution durable, les habitants continuent de vivre un quotidien difficile.

Mablen Siby (Stagiaire)
Source : Mali Tribune

Rapprochement du Burkina Faso avec Wagner : Washington met les putschistes en garde !



Les Etats-Unis ont mis en garde les nouvelles autorités du Burkina Faso contre toute alliance avec le groupe paramilitaire Wagner...

« Les pays où le groupe (Wagner) a été déployé se retrouvent affaiblis et moins sûrs, et nous avons constaté cela dans plusieurs cas rien qu'en Afrique », a affirmé un porte-parole du département d'Etat américain, Vedant Patel devant la presse.

« Nous condamnons toute tentative d'empirer la situation actuelle au Burkina Faso, et nous encourageons fortement le nouveau gouvernement de transition à se conformer au calendrier convenu pour un retour à un gouvernement civil démocratiquement élu », a-t-il ajouté.

Le Burkina Faso, pays du Sahel, est plongé dans la tourmente depuis que le précédent chef de junte, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba, arrivé au pouvoir par un

coup d'Etat en janvier, a été à son tour déposé vendredi 1er octobre dernier par le capitaine Ibrahim Traoré et ses hommes.

Quelques dizaines de manifestants dans la capitale Ouagadougou, on s'en souvient, scandaient mardi 4 octobre 2022 des slogans favorables à la Russie et critiques envers la France, en perte d'influence en Afrique de l'Ouest. Evguéni Prigojine, homme d'affaires discret, proche du Kremlin et fondateur du groupe Wagner, a annoncé dans une publication sur les réseaux sociaux apporter son soutien au capitaine Ibrahim Traoré et à ses hommes, qui **« ont fait ce qui était nécessaire (...) pour le bien de leur peuple »**.

Cependant, la Russie a appelé lundi à un retour à « l'ordre et à la légitimité » après les événements ayant conduit à au coup d'Etat.

« Nous souhaiterions que la situation au Burkina Faso se normalise au plus vite, que l'ordre soit totalement assuré dans le pays et qu'on revienne au plus vite

dans le cadre de la légitimité», a déclaré le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, lors de son briefing quotidien de ce lundi.

Le Lieutenant-colonel Paul-Henri S. Damiba a été contraint de céder au Capitaine Ibrahim Traore, la gestion de la transition entamée en janvier dernier, suite au coup de force mené entre le vendredi 30 septembre au dimanche 2 Octobre.

Rappelons que les autorités de la transition, au Mali voisin, ont également noué des liens avec des instructeurs russes que les occidentaux qualifient de « Wagner ». Ce groupe, dont la présence a été documentée depuis huit ans en Ukraine, en Syrie, en Libye, en Centrafrique, est perçu par ses détracteurs comme l'armée de l'ombre de Vladimir Poutine, et accusé de nombreuses exactions par l'ONU, des Etats occidentaux et des ONG.

■ Binadjan Doumbia

Éthiopie : Gouvernement et rebelles du Tigré acceptent une invitation de l'UA à discuter



Gouvernement éthiopien et rebelles de la région septentrionale du Tigré se sont dit disposés mercredi à se rendre à des pourparlers en Afrique du Sud auxquels les a invités l'Union africaine (UA). Redwan Hussein, conseiller à la Sécurité nationale du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a annoncé que le gouvernement avait "accepté" l'invitation de l'UA et le chef des autorités rebelles du Tigré Debretsion Gebremichael s'est dit "prêt" à envoyer des négociateurs, tout en soulevant des questions sur les modalités des discussions.

Selon une lettre envoyée aux deux parties par le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, et transmise à l'AFP par le ministère sud-africain des Affaires étrangères, ces pourparlers sont prévus ce weekend en Afrique du Sud, pour tenter de mettre fin à presque deux ans de conflit dans le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique.

L'UA "a envoyé une invitation à des discussions de paix. Le gouvernement d'Éthiopie a accepté cette invitation, dans la lignée de notre position de principe concernant la résolution pacifique du conflit et la nécessité de discussions sans préconditions", a indiqué dans un tweet dans la matinée Redwan Hussein. Dans la soirée, les autorités rebelles du Tigré ont publié un communiqué de M. Debretsion, dans lequel il indique à M. Faki être prêt à envoyer "une équipe de négociateurs en Afrique du Sud" tout en demandant des "clarifications sur certaines questions".

"Y aura-t-il des acteurs supplémentaires in-

vités en tant que participants, observateurs ou garants, quel rôle envisagez-vous pour la communauté internationale", demande notamment M. Debretsion.

La lettre d'invitation de l'UA parle de "discussions entre les deux parties" et ne cite que le gouvernement éthiopien et les rebelles, semblant indiquer que l'Erythrée voisine, un des pays les plus fermés et autoritaires au monde, dont l'armée épaulé les forces gouvernementales éthiopiennes, n'est pas invitée. Les rebelles tigréens ont toujours déclaré qu'ils refuseraient la présence d'Asmara à d'éventuels pourparlers. Interrogé par l'AFP sur ces pourparlers, la porte-parole du président de la Commission de l'UA, Ebba Kalondo, a répondu que les détails seraient communiqués "au moment opportun, en consultations avec les parties". La missive de M. Faki indique aussi que les discussions se feront sous l'égide de l'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo - envoyé spécial de l'UA pour la Corne de l'Afrique -, assisté de l'ancien président kényan Uhuru Kenyatta et de l'ex-vice-présidente sud-africaine Phumzile Mlambo-Ngcuka. Après cinq mois de trêve, qui avaient laissé entrevoir des espoirs de négociations de paix, les combats ont repris le 24 août dans le nord de l'Éthiopie entre les rebelles tigréens et l'armée fédérale éthiopienne, épaulée par des forces des régions frontalières du Tigré et par celles de l'Erythrée. Déjà venu en septembre, l'envoyé spécial américain pour la Corne de l'Afrique Mike Hammer est de retour dans la région depuis le 3 octobre pour "parvenir à une cessation immédiate des

hostilités dans le nord de l'Éthiopie et soutenir le lancement de pourparlers de paix sous l'égide de l'Union africaine", selon le département d'État. Il était jeudi à Nairobi, selon l'ambassade américaine au Kenya.

Hostilités à huis clos

Le conflit dans le nord éthiopien a commencé en novembre 2020 quand Abiy Ahmed a envoyé l'armée fédérale éthiopienne au Tigré pour en déloger les dirigeants du gouvernement régional, qui contestaient son autorité et qu'il accusait d'avoir attaqué des bases militaires sur place. Les hostilités se déroulent largement à huis clos, le nord de l'Éthiopie étant interdit aux journalistes et le Tigré largement coupé du monde. Selon des sources concordantes, les forces fédérales et régionales éthiopiennes et les troupes érythréennes prennent le Tigré en tenailles, menant des offensives depuis les quatre points cardinaux.

L'armée de l'Erythrée a en septembre franchi en plusieurs endroits les quelque 500 km de frontière séparant le pays du nord du Tigré mais a peu progressé, selon ces sources, et les positions sur le terrain ont peu évolué ces dernières semaines, malgré des combats meurtriers. Rapidement défaits en novembre 2020, les rebelles tigréens ont ensuite repris mi-2021 le contrôle de l'essentiel du Tigré lors d'une contre-offensive qui les a vus s'approcher d'Addis Abeba. Ils s'étaient ensuite repliés vers le Tigré et accusent depuis le gouvernement "d'assiéger" la région, ce que ce dernier dément. Le bilan de cette guerre meurtrière est inconnu. Mais elle a déplacé plus de deux millions de personnes et plongé des centaines de milliers d'Éthiopiens dans des conditions proches de la famine, selon l'ONU. Région de six millions d'habitants, le Tigré est privé depuis plus d'un an d'électricité, de télécommunications, de services bancaires ou de carburant et l'ONU a totalement interrompu l'acheminement de son aide humanitaire depuis la reprise des combats.

AFP

FC Barcelone : Inquiétude pour Lewandowski, Dembélé l'a entraîné dans sa chute !

Décevant contre l'Inter Milan, Robert Lewandowski (FC Barcelone, 34 ans) semble peiner devant des défenses de haut standing. À sa décharge, il faut dire qu'Ousmane Dembélé ne l'a guère alimenté.

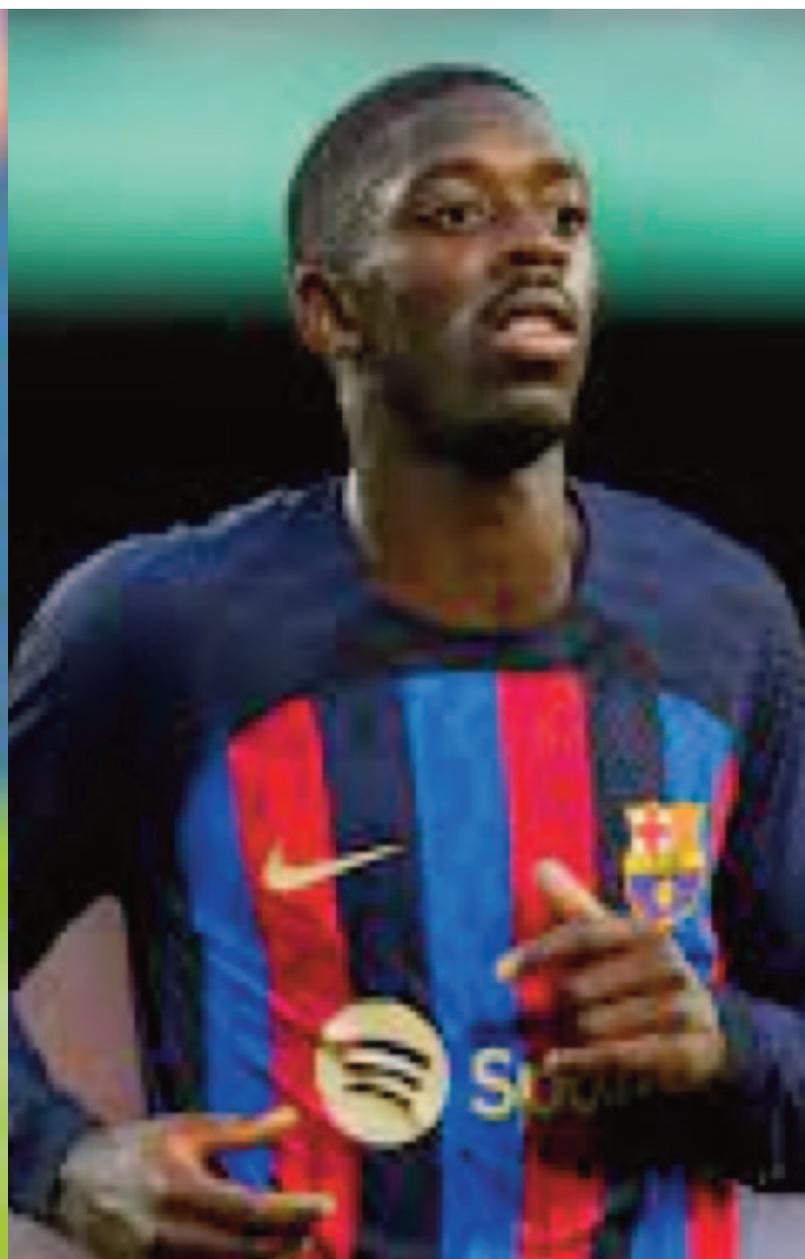
Le FC Barcelone n'a plus le droit à l'erreur. S'il veut atteindre le stade des 8es de finale de la Ligue des champions, le club catalan devra remporter ses trois derniers matches de groupes sous peine de rester à quai cette année encore. Hier, le Barça ne mé-

ritait sans doute pas de s'incliner face à l'Inter Milan (0-1) mais il a été trahi par son attaque. Peu alimenté en ballons exploitables, Robert Lewandowski a été transparent. « Pratiquement invisible, analyse As. Il est revenu chercher les ballons au milieu mais ses

coéquipiers ont eu du mal à le trouver à cause du bon marquage de Skriniar et du reste des défenseurs milanais. »

Josep Pedrerol a également noté que Lewandowski avait déjà eu du mal à exister face au Bayern Munich et n'a pas caché son inquiétude à son sujet dès que le niveau des adversaires s'élève. Par ailleurs, Ousmane Dembélé a entraîné son coéquipier polonais dans sa chute... en perdant la bagatelle de 30 ballons ! En plus de Raphinha, auteur de son pire match sous le maillot blaugrana, l'attaque du Barça était donc aux abonnés absents hier à Milan.

SOURCE : BUT ! FOOTBALL CLUB





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous serez confronté à de nouveaux défis dans vos activités. Certaines choses pourraient changer pour vous. Cela demandera un peu de temps, ce qui vous arrangera bien, car vous en aurez besoin pour savoir vraiment ce que l'on attendra de vous sur ce poste.

Vous ne résoudrez rien en vous défilant. Vous devrez prendre acte de la situation et réagir sans plus tarder, d'autant plus que la personne qui suit vos comptes sera absente. Son remplaçant, ne vous connaissant pas, appliquera à la lettre les consignes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous n'hésitez pas à prendre les décisions nécessaires à la bonne évolution de vos plans de carrière. Si vous cherchez du travail, vous serez décidé à relever vos manches et à agir de manière constructive. Vous saurez prendre de bonnes initiatives.

Vous aurez en tête un projet personnel qui importe à vos yeux et vous essayerez de mener vos finances dans ce sens. Nouveaux placements, nouvelle façon d'épargner, vous passez tout en revue pour trouver les solutions ayant le meilleur rendement.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Un tournant dans votre carrière peut arriver suite à une usure et une ambiance détestable. Un moment de doutes sur vos compétences intervient. Vous êtes lassé de certaines tâches effectuées, écoutez votre sixième sens pour suivre une nouvelle voie.

Le climat favorise des dépenses multiples qui représentent une coquette somme au final. Il y a peu d'économie actuellement, car le hasard s'en mêle. Les factures peuvent se suivre et venir pendant d'autres dépenses. La situation peut vous rendre assez nerveux.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le premier qui vous marchera sur les pieds vous entendra. Personne ne s'y risquera et vous travaillerez tranquillement. Votre énergie vous servira pour clôturer vos dossiers en attente. Il y aura longtemps que vous n'aurez pas fait un aussi bon boulot.

Vous déborderez d'idées pour grappiller quelques euros par-ci, par-là. On jugera votre façon de faire inutile, mais vous n'aurez pas le sentiment de perdre votre temps, car vous gagnerez de l'argent. Vous jubilerez en dévoilant clairement vos profits.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez chercher l'avis de collègues chevronnés pour avoir un éclairage sur vos choix. Pour évoluer, faites confiance à votre intuition pourtant qui vous guide. Une évolution rapide tourne en votre faveur et peut réaliser l'un de vos souhaits.

Vos tentations de ne pas faire d'achats tombent à l'eau. C'est dans des sorties que vous dépensez le plus. Votre générosité peut vous exposer à quelques regrets, sans conséquence sérieuse sur le budget. Essayez de freiner les frais sur des articles chers.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous serez d'un pragmatisme efficace aujourd'hui. Peu importe la situation que vous allez rencontrer, vous saurez vous adapter avec facilité et trouver des façons originales de régler les aléas de cette journée. Si vous managez une équipe, vous serez largement à la hauteur.

Ne cherchez pas à aller trop vite si vous faites vos comptes aujourd'hui, vous pourriez commettre quelques étourderies comme oublier de payer une facture dans les temps ou ne pas autoriser un prélèvement assez vite. Attention aux éventuelles majorations !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous pouvez effectuer un remplacement au pied levé ou subir une bien mauvaise organisation. Des efforts sont à faire pour supporter les humeurs des uns et des autres dans votre service. Le lieu où vous travaillez peut subir une transformation de décor.

La trésorerie manque et donne l'occasion de refaire le point sur la façon de travailler. Changer d'activité est une première piste envisagée pour augmenter votre pouvoir d'achat. En attendant de trouver une solution, la sagesse l'emporte sur les tentations.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Mars se plaira en Lion et emploiera son énergie à satisfaire vos ambitions. Une journée chargée, mais intéressante vous attendra. Vous pourriez occuper tour à tour divers postes, ce qui vous permettra de démontrer l'étendue de vos compétences.

Vous serez loin d'être le seul à vous positionner sur ce produit. Loin de vous décourager, ce défi représentera l'occasion de vous prouver que vous êtes capable de négocier. Malgré une concurrence acharnée, vous aurez toutes les chances de gagner.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Uranus vous pousse au changement. L'astre vous propose de nouvelles pistes et de nouveaux projets. Le duo Mercure/Mars vous permettra de les étudier et de réagir promptement le cas échéant. La semaine commence bien !

Vos finances sont sur la sellette ! Veillez à ne pas faire d'imprudence et en cas de travaux imprévus urgents, prenez tout de même le temps de comparer les prestations et les prix. Vous y serez gagnant au final. Gardez le contrôle !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Mars vous permettra une grande efficacité dans les tâches que vous avez à gérer. Vous serez efficace, mais peu organisé. Il faut dire que tirillé entre différentes idées, vous commencerez tout et manquerez de temps pour finir ce qui est entamé.

Ça ne sera pas un bon jour pour prendre des décisions radicales. Si vous voulez résilier un placement, une assurance ou tout autre contrat financier, prenez le temps de bien vous renseigner sur les échéances. Vous pourriez perdre de l'argent en ne respectant pas vos engagements.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Pour être performant dans la journée, ne vous laissez pas détourner par des distractions ou une ambiance bon enfant. Des collègues pourraient avoir moins envie de travailler, ce qui occasionne une attitude crispante. Vous ressentez une possible injustice.

Vous devez être très prudent avec la trésorerie, car elle s'envole dans diverses choses et peu d'économie reste possible pour assurer la stabilité jusqu'à la fin du mois. Votre générosité dans la vie sociale peut également être la cause de frais multiples.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous rencontrez des obstacles ou des conflits dans votre sphère d'activité, mais votre motivation sera la plus forte. Car Mercure en Lion vous donnera des ailes et un sacré répondant. Une opportunité vous apportera une belle avancée professionnelle.

Dès lors où vous saurez vous affirmer et revendiquer vos droits sans créer de discordes avec vos interlocuteurs financiers, vous retrouverez de la fluidité dans la gestion de vos comptes. Si besoin, un découvert ponctuel sans frais vous sera accordé.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

<p>Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 1er juin 2022 en n°2022-24/sgg</p> <p>1110 Malikilé</p> <p>Crise au sein du RPM Dr Bocari Treta sommé d'organiser un nouveau congrès</p>	<p>Situation financière du Mali : Non le pays n'est pas en "défaut de paiements"</p> <p>1111 Malikilé</p> <p>Prochain sommet de la CEDEAO sur le Mali Revoilà le Cadre d'Echanges</p>	<p>Plus de 1000 personnes participent au Sommet de la CEDEAO à Ouagadougou</p> <p>1112 Malikilé</p> <p>Le Sommet de la CEDEAO tergiverse, le Mali s'assume!</p>	<p>Le Mali s'assume à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) : Les capacités de 50 membres du CNT renforcées</p> <p>1113 Malikilé</p> <p>La polémique entre le Mali et la CEDEAO</p>
<p>Journées de Réflexions et de Soutien à la Transition : La jeunesse invitée à jouer sa partition</p> <p>1114 Malikilé</p> <p>Dr Choguel Kokalla Maïga fait le bilan de l'an I de la rectification</p>	<p>Conférence des chefs d'entreprises maliennes : Les professionnels du secteur invités à s'approprier l'événement</p> <p>1115 Malikilé</p> <p>Barikou Faso CEDEAO : Issoufou Mahamadou, son médiateur contesté!</p>	<p>Adema - PASJ : Enfin le bitan de 10 ans de pouvoir</p> <p>1116 Malikilé</p> <p>Le top départ!</p>	<p>Mali : La hausse des prix des denrées alimentaires</p> <p>1117 Malikilé</p> <p>Le nîet du Mali à la force française Barkhane</p>

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23